

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°297  
03 avril 2020

ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

## **Covid-19 : Les responsables de l'impuissance à juguler la catastrophe :**

### **Le gouvernement Macron et ses prédécesseurs.**

#### **Une exigence : la direction de la FSU doit rompre l'« union sacrée ».**

Chaque jour en France, le macabre décompte indique qu'il y a des centaines et des centaines de victimes du COVID19. A l'échelle de la planète le bilan dépasse déjà les 50 000 morts. En première ligne, en France : les personnels soignants, les ouvriers envoyés au casse-pipe, les habitants des quartiers populaires.

Fatalité naturelle ? Non. Si aujourd'hui tous les pays semblent démunis face à la catastrophe, la responsabilité en incombe entièrement au capitalisme et aux gouvernements à son service. Si on s'en tient à la France :

- c'est le gouvernement Macron et ses prédécesseurs qui ont étranglé la recherche en particulier la recherche sur les vaccins contre les coronavirus comme l'a indiqué le virologue Bruno Canard et à sa suite Chouat dans une interview récente à l'Institut de recherche de la FSU. L'argent public devait couler à flots pour les trusts dans le cadre du CIR (Crédit Impôt Recherche), véritable aubaine pour les grands groupes encaissant des sommes faramineuses au nom de « recherches » souvent purement fictives.

- c'est le gouvernement Macron et ses prédécesseurs qui ont fermé 100 000 lits d'hôpitaux en moins de 20 ans créant l'épouvantable situation où les malades ne peuvent être accueillis et où on sélectionne ceux qui seront condamnés à mort faute de soin.

- ce sont les gouvernements Sarkozy, Hollande, Macron qui ont liquidé les stocks de masques chirurgicaux ou les ont bradés pour la simple raison que le stockage et le renouvellement étaient jugés trop coûteux. Et il s'est trouvé des pseudo-experts pour nous expliquer que de toute façon les masques ne servaient à rien.

- ce sont les gouvernements Sarkozy Hollande Macron qui ont soutenu les décisions de fermeture d'usines et de licenciements en particulier dans l'industrie pharmaceutique, les délocalisations au nom du profit maximum et qui font qu'aujourd'hui les hôpitaux sont au bord de manquer de curare, d'anesthésiants (*Le Monde* du 27 Mars)

Depuis 2017, le gouvernement Macron-Philippe a mis toute sa force et son énergie dans la destruction minutieuse des acquis du mouvement ouvrier : droit du travail, santé, chômage, retraites, enseignement public, recherche, statut des cheminots et des fonctionnaires etc. Son programme se résume à la satisfaction de toutes les revendications des capitalistes.

Et aujourd'hui pour couvrir sa politique criminelle, le gouvernement en appelle à l'union nationale.

#### **Loi dite d'urgence sanitaire : liquidation du droit du travail et État policier**

Mettant à profit les circonstances dont il porte la responsabilité, le gouvernement a concocté une loi d'exception qui lui donne les pleins pouvoirs dans des domaines extrêmement étendus.

C'est le cas pour le droit du travail où les patrons sont libres désormais de fixer la date des congés payés, de modifier les temps de repos et d'allonger la durée de travail hebdomadaire jusqu'à 60h au

lieu de 48h. Ces modifications peuvent également concerner les fonctionnaires. C'est le retour au 19ème siècle en matière de droit du travail et ce pour une période qui peut aller jusqu'à un an... renouvelable.

Cette loi s'en prend violemment aux libertés démocratiques en limitant le droit d'aller et venir et de se réunir. Elle permet aux policiers et aux gendarmes de fliquer et de racketter à grande échelle la population. C'est l'État policier pour « circonstances sanitaires ».

Cette loi prend également toute une série de mesures dans le domaine judiciaire (remise en cause de la publicité des procès, remise en cause de l'assistance d'un avocat en garde à vue). Toutes ces mesures sont présentées comme conjoncturelles mais l'expérience de l'état d'urgence instauré en 2015 nous rappelle que la plupart des mesures d'exception sont ensuite intégrées dans le droit commun. C'est à juste titre que l'avocat pénaliste et écrivain Raphaël Kempf, dans une récente tribune, a dénoncé « *l'état d'urgence sanitaire pour ce qu'il est : une loi scélérate* ».

### **Briser l'union sacrée avec le gouvernement, Front uni des syndicats contre la loi dite d'urgence sanitaire**

Le gouvernement veut obtenir l'unité autour de lui pour conduire sa politique contre le droit du travail et les libertés publiques. Et hélas, il l'obtient ! Unanimité à l'Assemblée nationale, aucune opposition au Sénat sur la loi de finances rectificatives qui prévoit 45 milliards de cadeaux aux patrons, en grande partie sur le dos de la sécurité sociale (exonération de cotisations sociales, paiement des jours d'absence ...) et des miettes pour l'hôpital public et la recherche contre le Covid-19. Quant à la loi scélérate dite d'urgence sanitaire : 2 contre au Sénat et 37 contre à l'Assemblée nationale.

Les directions syndicales nationales ne sont hélas pas en reste dans cette union nationale. Et le gouvernement entend leur faire jouer un rôle de courroie de transmission de ses mesures. Il y a donc multiplication de réunions entre le gouvernement et les dirigeants (le 18 mars avec E. Philippe, Le Maire, Pénicaud et Véran : le 27 mars avec Macron). Pour le gouvernement, l'affichage de ces rencontres vise à prouver qu'il y a bien union nationale autour de lui et sa politique et en particulier avec la loi dite d'urgence nationale. Pour les directions syndicales vanter le dialogue social généralisé avec le Medef ou avec le gouvernement, c'est d'abord conforter celui-ci et c'est refuser d'assumer leur principale responsabilité : défendre bec et ongles les conditions de santé des travailleurs et les conditions de travail pour les travailleurs des secteurs indispensables. Et pour ce faire, ils doivent condamner la loi dite d'urgence sanitaire et en exiger l'abrogation.

Au contraire, une tribune titrée « *Plus jamais ça !* » vient d'être rendue publique « *pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral* ». Elle est signée entre autres par le secrétaire général de la CGT et celui de la FSU. La mise en cause du capitalisme est soigneusement bannie du texte... Pour bien signifier la profondeur de la « rupture » qu'elle propose, elle se réfère aux propos de... Macron. « *Emmanuel Macron, dans ses dernières allocutions, appelle à des "décisions de rupture" et à placer "des services (...) en dehors des lois du marché". Nos organisations, conscientes de l'urgence sociale et écologique et donnant l'alerte depuis des années, n'attendent pas des discours mais de profonds changements de politiques, pour répondre aux besoins immédiats et se donner l'opportunité historique d'une remise à plat du système, en France et dans le monde.* ». En somme, c'est un appel à Macron pour qu'il mette ses actes en accord avec ses dernières paroles. On laisse entendre que ce gouvernement pourrait faire une autre politique que celle de la défense des intérêts des banques et du patronat. C'est qu'en réalité, pour les signataires, il ne s'agit absolument pas de rompre avec le système du profit, une nouvelle réédition du célèbre « *il faut tout changer pour que rien ne change* ».

« *Les moyens dégagés par le gouvernement pour aider les entreprises doivent être dirigés en priorité vers les entreprises réellement en difficulté et notamment les indépendants, autoentrepreneurs, TPE et PME, dont les trésoreries sont les plus faibles.* ». Les milliards alloués par les gouvernements aux patrons ne sont nullement remis en cause. La réserve que les moyens

alloués le soient « *aux entreprises réellement en difficulté* » n'en est pas une. Car il est hors de doute que dans le cadre de l'effroyable dépression économique qui s'annonce, y compris de très grosses entreprises capitalistes vont se trouver « *en réelle difficulté* » : Air France, Renault etc. Elles seront en difficulté du fait du système capitaliste lui-même, de la loi du profit, de la diminution massive de la demande du fait de la diminution massive du pouvoir d'achat. Ces « *réelles difficultés* » et les licenciements qu'elles annoncent pour les salariés ne prouvent qu'une chose : la nécessité d'en finir avec le capitalisme, l'urgence d'une société où la production est orientée sur la satisfaction des besoins sociaux, la socialisation des moyens de production.

Et c'est sans vergogne que les signataires reprennent les revendications non des travailleurs mais... de Macron lui-même dans le cadre de l'Union Européenne. Par exemple : « *Au sein de l'Union européenne doit être mis en place à cet effet un budget européen bien plus conséquent que celui annoncé ...* ». Macron le demande depuis son accès à la présidence ! Ou encore : « *La BCE et les banques publiques doivent prêter directement et dès à présent aux États et collectivités locales pour financer leurs déficits, en appliquant les taux d'intérêt actuels proches de zéro* ». Précisons : aujourd'hui l'Allemagne emprunte à des taux négatifs et la France à des taux dérisoirement faibles. Les travailleurs n'ont pas remarqué que cela avait des effets directs sur l'amélioration de leurs conditions d'existence, ni que diminuait le taux de pauvreté dans l'un et l'autre pays.

On comprend que cet appel puisse s'adresser « *à toute la société* », toutes classes confondues, y compris aux grands capitalistes qui en ce moment même se saisissent de la crise dite du coronavirus pour accentuer brutalement et sous toutes les formes les attaques anti ouvrières.

Et comme les religions promettent un futur meilleur après la mort, cette tribune envisage d'œuvrer à « *Lorsque la fin de la pandémie le permettra (...), reconstruire ensemble un futur (...) en rupture avec les politiques menées jusque-là (...)* ». Et le « *Lorsque la fin de la pandémie le permettra* » signifie que d'ici là le système et le gouvernement doivent être soigneusement épargnés. On ne sera donc pas étonné de trouver, parmi les premiers signataires de cette tribune, la dirigeante d'une association catholique...

### **Plus que jamais, pour protéger la santé de tous, pour défendre les acquis des travailleurs, les dirigeants syndicaux doivent rompre avec le gouvernement et le combattre résolument**

Si comme on vient de le voir, les dirigeants nationaux de la CGT, de FO et de la FSU sont particulièrement conciliants envers le gouvernement, il n'en va pas de même des travailleurs traités par le gouvernement, « guerre » oblige, en « chair à virus ». Des caissières de commerces en première ligne, des routiers sans accès aux douches et aux toilettes, aux personnels des Ehpad devant travailler sans protection dans des établissements où la mortalité atteint des sommets. Et que dire des personnels de santé, déjà épuisés avant la crise à qui le pouvoir criminel demande de se sacrifier face à la maladie et sans leur donner les moyens pour accomplir leur tâche. Ce n'est donc pas étonnant, si loin de l'attitude conciliante des sommets syndicaux, les personnels hospitaliers avec leurs syndicats tiennent un discours tout autre fait d'exigence de réquisitions, de revendication de moyens et de dénonciation de la politique gouvernementale. Des grèves ont déjà eu lieu. L'exigence que la santé prime et pas les profits des capitalistes est largement partagée.

La première exigence à adresser aux dirigeants syndicaux, c'est qu'ils brisent l'union sacrée avec ce gouvernement criminel et pour commencer qu'ils se prononcent contre la loi dite d'urgence sanitaire qui lui donne les pleins pouvoirs.

#### **La responsabilité particulière de la FSU**

Bien sûr cette responsabilité vaut en particulier pour la direction de la FSU. A cet égard, aucun syndiqué, aucun travailleur ne peut accepter la formule du secrétaire général Benoit Teste, et qui résume la position de la direction syndicale, selon laquelle « *l'heure n'est pas à creuser la conflictualité sociale* ».

On ne saurait mieux exprimer le ralliement à l' « union sacrée » au moment où Macron fustige « *les facteurs de division, les doutes, toutes celles et ceux qui voudraient aujourd'hui fracturer le pays alors que nous ne devons avoir qu'une obsession : être unis pour combattre le virus* » (Mulhouse, le 26/03/2020).

Ainsi il faudrait condamner car « *ils creusent la conflictualité sociale* » et « *fracturent le pays* » les ouvriers des chantiers navals de l'Atlantique qui ont refusé de continuer de travailler au péril de leur santé.

Ainsi il faudrait condamner et pour les mêmes raisons les travailleurs hospitaliers, que le manque de masques transforment en « chair à virus », les travailleurs routiers qui s'indignent des conditions de travail qui leur sont faites etc.

Et ce au moment, où la Caisse des Dépôts dévoile que le « *plan d'investissement* » dans l'hôpital annoncé par Macron à Mulhouse est un vaste plan « *d'accélération de la privatisation et de la marchandisation de l'hôpital* » (Médiapart 1/04/2020).

De son côté, Vidal homologue un master à Nice avec des droits d'inscription à 4 000 euros. Ce qui montre que quant à lui, le gouvernement n'a pas renoncé une seule seconde à faire la guerre contre son véritable ennemi : les travailleurs et la jeunesse. Et il faudrait se soumettre pour ne pas « *creuser la conflictualité sociale* » ! C'est inacceptable !

Au contraire, il faut exiger des directions syndicales – et en premier lieu de la FSU – qu'elles rompent l'union sacrée, qu'elles refusent de gérer cette crise sanitaire avec notre ennemi, le gouvernement.

Les responsables syndicaux doivent donner l'ordre aux travailleurs de ne pas respecter les injonctions de leur hiérarchie qui menaceraient leur santé.

Ils doivent exiger tous les moyens nécessaires à la lutte contre l'épidémie (création de lits de réanimation, embauche de personnels, répartition des moyens de protection, politique de dépistage systématique).

Pour cela, la réquisition et la coercition doivent s'imposer au système productif – aux patrons – pour permettre la production de tout ce qui est nécessaire.

Les groupes pharmaceutiques doivent être mis à la pleine disposition du système de santé.

Qui mieux que les travailleurs concernés peuvent avec leurs syndicats déterminer ce qui est nécessaire ?

### **Toutes les instances syndicales doivent sans délai retrouver leur fonctionnement**

Est-ce pour échapper aux questions que se posent légitimement les syndiqués que l'exécutif des syndicats s'est attribué depuis le début de la crise un pouvoir sans contrôle, suspendant le fonctionnement d'instances, et en quelque sorte gouvernant comme le gouvernement par ordonnances ?

Qui peut croire sérieusement que la raison en est qu'il est impossible de se réunir physiquement ? (ce que personne de sensé ne conteste). Dans les entreprises des centaines de réunions se tiennent chaque jour par visioconférence. Les directions syndicales elles même sont en contact permanent avec le gouvernement par le même procédé. Et des instances syndicales ne pourraient se réunir par le même moyen ? Non ! Il ne s'agit pas d'une impossibilité technique mais d'une décision politique, l'exécutif syndical ayant trouvé ici l'opportunité de se soustraire à tout contrôle.

*Par les moyens dont ils disposent, nous invitons les syndiqués à exiger le rétablissement du fonctionnement du syndicat, exigence inséparable de celle de la rupture de l' « union sacrée ».*